



RAPPORT MORAL 2013

Mai 2014

Plan

Partie I	FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	3
1.	Consolidation du passage de l'approche projet à l'approche programme	
2.	Plan stratégique 2014-2018 du BICE	
Partie II	VIE STATUTAIRE ET GESTION DU BICE	5
1.	Election du nouveau Président du BICE et renouvellement du Conseil	
2.	Développement du réseau des membres du BICE	
3.	Ressources humaines	
4.	Résultats financiers	
Partie III	MISSIONS SOCIALES DU BICE	8
1.	Programmes et projets de terrain	
	<i>- Promotion de la bienveillance et lutte contre toute forme de maltraitance</i>	
	<i>- Justice juvénile</i>	
	<i>- Droit à l'éducation</i>	
	<i>- Enfants en situation de handicap</i>	
	<i>- Petite enfance – éveil précoce</i>	
2.	Politique de protection	
3.	Réflexion sur l'enfance	
4.	Plaidoyer et formation	
5.	Politique de communication et de sensibilisation du grand public	
Partie IV	PERSPECTIVES 2014	18

« Il est crucial de poursuivre la réflexion conjointe entre pays frères pour la défense et la protection d'une vie digne en faveur de nos enfants et de nos jeunes, particulièrement de ceux en situation de grande vulnérabilité. Comme Eglise, nous avons le devoir d'être unis et présents en suscitant cet espace de dialogue et de réflexion. »

Ces mots avaient été adressés par le Cardinal Jorge Mario Bergoglio à l'occasion du séminaire régional du BICE sur « L'éducation intégrale des enfants et des adolescents en situation de grande vulnérabilité » tenu à Buenos Aires en octobre 2012.

Le 13 mars 2013, le BICE a accueilli avec émotion et joie le nouvel évêque de Rome, Sa Sainteté François.



PARTIE I

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1. Consolidation du passage de l'approche projet à l'approche programme

Afin de mieux conjuguer travail de terrain, plaidoyer et réflexion sur l'enfance, le passage à une approche programme a été amorcé en 2011 et il a représenté une évolution majeure dans le fonctionnement du BICE.

Aujourd'hui, il s'est concrétisé dans la réalisation de nos activités portant sur la justice juvénile et la promotion de la bientraitance et la lutte contre la maltraitance. Chaque programme définit ainsi des objectifs et des méthodes de travail communes en adoptant les mêmes indicateurs d'évaluation et de suivi et en s'efforçant de capitaliser et mutualiser les bonnes pratiques.

Cette évolution a permis l'intégration des deux volets qui constituent la spécificité de l'action du BICE :

1. **L'approche droit** : pour chaque objectif dans le cadre d'un projet ou d'un programme, un axe de plaidoyer est défini. Les équipes accompagnent les organisations membres et partenaires à comprendre cette approche dans leur pratique et à s'investir dans le plaidoyer local, national et international en étroite relation avec notre représentation permanente auprès de l'ONU.
2. **L'approche résilience** : elle est présente dans tous les programmes et projets du BICE grâce à un travail conjoint entre notre unité Recherche et Développement et chaque responsable de réseau pour tenir compte des spécificités et des attentes de chacune des régions.

Au niveau de la gestion du BICE et de notre réseau, cela a également permis :

1. La mise en place progressive d'une **organisation matricielle** du travail des équipes chargées de la conception et de la gestion des programmes et projets conjuguant des

fonctions de coordination des programmes avec la responsabilité des réseaux par région d'intervention.

2. L'harmonisation des **procédures et méthodes** de travail (manuel de procédure pour le suivi comptable et financier des programmes et projets du BICE, méthodes pour le suivi, l'évaluation...).
3. L'adoption d'un **contrat de projet** (version complète et version allégée) qui a remplacé toutes les conventions de projet que chacune des régions avait élaboré.
4. L'implication effective des organisations **membres et partenaires** dans cette nouvelle approche.

2. Plan stratégique 2014-2018 du BICE

Au cours du deuxième semestre 2013, les équipes du BICE ont travaillé ensemble à l'élaboration de trois documents :

- évaluation du plan d'action 2012-2013,
- rédaction du plan stratégique 2014-2018,
- rédaction du plan d'action 2014-2015.

Le plan stratégique réaffirme que le BICE est la seule organisation internationale catholique qui regroupe à la fois des organismes nationaux, régionaux et internationaux et des congrégations religieuses engagés pour défendre la dignité et les droits de l'enfant, promouvoir la résilience et veiller à la dimension spirituelle de l'enfant.

Il présente également les engagements principaux que le BICE entend assumer dans le cadre de ses missions sociales et tout particulièrement :

- faciliter la prise de parole des **défenseurs des enfants** appartenant au réseau BICE pour qu'ils témoignent de leur travail auprès des instances internationales,
- systématiser la mise en œuvre de la politique de protection de l'enfant et offrir une palette de services afin que les enfants bénéficient pleinement d'une protection adaptée dans les structures d'accueil en lien avec le BICE,
- veiller à ce que les actions de terrain s'inscrivent dans la **durée** et encouragent une appropriation par le niveau local à travers le **renforcement des capacités** des partenaires et en appuyant leur autonomisation, notamment en Afrique,
- constituer une plateforme internationale de diffusion, d'échange et de formation sur des **pratiques significatives** concernant les domaines d'intervention du BICE,
- utiliser à bon escient les outils de communication pour faire progresser la cause des enfants et fédérer le réseau BICE autour d'initiatives communes.

PARTIE II

VIE STATUTAIRE ET GESTION DU BICE

1. Election du nouveau président du BICE et renouvellement du Conseil

Le président du BICE, Yves Marie-Lanoë, ayant décidé de ne plus se représenter pour un nouveau mandat, le 24 juin 2013, l'Assemblée générale a élu à l'unanimité M. **Olivier Duval** comme nouveau président. Conformément à l'article 16 § 1 des statuts du BICE, il s'agit d'un mandat de 4 ans qui prendra donc fin en juin 2017.

M. Duval a réalisé toute sa carrière au sein du groupe Saint-Gobain, où il a terminé comme Directeur de stratégie Matériaux innovants. Membre du Comité d'Ethique, il a également été administrateur de la Fondation Saint-Gobain, chargée des actions de mécénat. Au cours du premier semestre 2013, M. Duval avait rencontré tous les membres du Comité de recherche du nouveau Président qui ont unanimement apprécié sa motivation et ses compétences.

L'Assemblée et les membres du Conseil ainsi que toutes les équipes ont remercié très chaleureusement Yves Marie-Lanoë pour avoir, dans ses huit ans de présidence, transformé le BICE dans ses missions, ses valeurs et ses actions.

L'Assemblée générale a aussi pris note que le mandat des administrateurs suivants arrivaient à échéance :

- Mme Marie-Thérèse Mulanga (ANES-Congo),
- Fr. Jorge Fonseca (Frères des Ecoles Chrétiennes),
- M. Jean-Yves Hayez (BICE Belgique),
- Père Alberto Ortega (Tertiaires Capucins),
- Mme Lourdes Viana Vinokur (Pastoral do Menor),
- Mme Corinne Vorms (Bayard Presse) et
- Mgr Victor Zammit McKeon (Ufficju Centrali Ejjew Ghandi).

Parmi eux, le Fr Jorge Fonseca, M. Jean-Yves Hayez, Mme Lourdes Viana Vinokur et Mme Corinne Vorms ont sollicité le renouvellement de leur mandat et ils ont été réélus par l'Assemblée générale.

Le père José Angel Lostado Fernandez, Président de la Fondation Amigó et provincial pour l'Espagne, a été choisi par les Tertiaires Capucins pour les représenter au Conseil. L'Assemblée générale s'est également prononcée favorablement sur sa candidature.

2. Développement du réseau des membres du BICE

En juin 2013, suite à la ratification par l'Assemblée générale de l'adhésion de dix nouveaux membres adhérents¹, le réseau du BICE comptait 16 membres effectifs, 41 membres adhérents et 11 membres individuels.

¹ Les dix nouveaux membres adhérents du Bice sont : I Bambini dell'Africa (Italie), DDE-CI - Dignité et Droits pour les Enfants en Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire), Fraternité Mariste « Cœur Sans Frontière » (RD Congo), Fondation Voix du Cœur (République Centrafricaine), Congregación de las Hermanas de San José de Cuneo (Argentine), VPST - Vicaría de Pastoral Social y de los Trabajadores del Arzobispado de Santiago de Chile (Chili), COMETA - Compromiso desde la Infancia y la Adolescencia (Pérou), JPC – Juventud para Cristo en el Uruguay (Uruguay), CEDAPP - Centro de Desarrollo y Asesoría Psicosocial (Pérou) et Callescuela (Paraguay).

Ce résultat est très encourageant – tant d’un point de vue qualitatif que quantitatif – et souligne que le réseau de nos organisations membres n’est pas une dimension « en plus » de l’organisation, mais l’élément constitutif, puisque le BICE est formé par ses organisations membres.

Aussi, au titre de l’animation du réseau, les membres reçoivent désormais de façon systématique des informations régulières sur la vie statutaire du BICE, la newsletter mensuelle, nos publications et ils sont associés à différentes initiatives de sensibilisation. Un espace leur est également dédié sur le site internet.

3. Ressources humaines

Les effectifs du BICE sont répartis sur 3 sites : Bruxelles, Paris et Genève avec, au 31 décembre, un total, de **19 personnes** (17.5 équivalents plein temps).

Le bureau de Bruxelles comptait 11 personnes (stable par rapport à 2012). Au terme de sa période d’essai (début janvier), la directrice de programmes n’a pas été confirmée dans cette fonction et le recrutement d’un nouveau directeur est intervenu en octobre 2013. La Secrétaire générale a donc assurée, notamment au cours du premier semestre 2013, une présence très régulière au bureau de Bruxelles afin d’accompagner et soutenir le travail des équipes.

Les effectifs à Genève sont passés de 2 à 3 personnes car le chargé de programme de la région Afrique, précédemment détaché à Bruxelles est rentré à Genève en tant que coordinateur du plaidoyer.

A Paris, l’équipe de communication – levée de fonds a été renforcée à travers le recrutement d’une chargée de communication passant ainsi de 4 à 5 personnes.

Il importe de souligner que le personnel de tous les trois bureaux a continué à faire preuve d’engagement, motivation et solidarité envers la mission dont le BICE est porteur.

4. Résultats financiers

Le résultat pour l’exercice 2013 ressort en **excédent de 281 K€** contre 124 K€ en 2012 du fait principalement de :

- une collecte de 2829 K€ en très légère diminution (1%) malgré un don exceptionnel. Les legs et donations sont également en diminution de 350 à 244 K€, compensée par un niveau exceptionnellement élevé de dons reçus à Genève de grands donateurs, fruit du travail de relations et de notoriété initié sur place.
- une nouvelle nette diminution des frais de collecte (890 K€ contre 951 K€) amène à une collecte nette de frais de 1939 K€ en hausse de 1%.
- l’achèvement des opérations de restructuration en Afrique qui n’ont pas pesé sur les comptes contrairement aux trois années précédentes.

Cette amélioration doit être nuancée du fait que le résultat hors legs et donations reste faible à 37 K€ (contre un déficit de 226 K€ en 2012) tout en contribuant, quand même, au relèvement nécessaire du niveau de fonds propres.

La réorganisation des missions sociales du BICE lui confère dorénavant un rôle plus affirmé d’animation du réseau des membres, de sensibilisation du public et des institutions nationales et

internationales ainsi que le développement et la coordination de programmes mis en œuvre localement par les membres et partenaires. De ce fait, le BICE et ses bailleurs de fonds financent une part réduite du coût de mise en œuvre de ces programmes par les partenaires, et une part significative des financements et des coûts ne transite plus par le BICE, réduisant ainsi le ratio missions sociales/total des ressources. Pour l'exercice 2013, ce sont ainsi environ 1 M€ de dépenses liées aux différentes missions sociales qui ne sont pas chiffrées dans les comptes, mais sont possibles grâce à l'impulsion du BICE.

PARTIE III

MISSIONS SOCIALES DU BICE

1. Programmes et projets de terrain

Promotion de la bientraitance et lutte contre toute forme de maltraitance

D'une durée de 2 ans (juillet 2011 - juillet 2013), le programme interrégional **Promotion de la bientraitance et lutte contre toute forme de maltraitance** a réuni 21 organisations partenaires de 15 pays. 30033 personnes en ont bénéficié, dont 19782 enfants; 16941 enfants ont été formés à faire face de façon plus efficace aux risques d'abus, 2541 enfants ont bénéficié d'un soutien psycho-social et/ou juridique pour développer leur résilience, 4846 professionnels de la protection de l'enfance ont été formés afin de mieux diffuser des pratiques adaptées aux enfants, 5405 membres de familles et de communautés ont été alertés sur l'abus sexuel et encouragés à devenir des acteurs de changement en vue d'instaurer une culture de bientraitance. Au delà de ces chiffres significatifs, c'est, tant au sein du BICE que chez ses partenaires, que le volet formation (thématique et technique) et le volet plaidoyer ont été aussi appréhendés comme des composantes essentielles dans la prévention et la protection contre l'abus et la violence.

Une illustration concrète parmi d'autres : fin 2013, l'ouverture de la première unité psycho-judiciaire d'accueil et d'écoute de l'enfant victime d'abus à Moscou peut être vue comme un résultat tangible du travail de fond pour aller vers un environnement plus bienveillant pour les enfants.

Enfin, au deuxième semestre, la rédaction en 4 langues d'un ouvrage d'une centaine de pages intitulé « *Prévenir la maltraitance et l'abus sexuel à l'encontre des enfants – Bonnes pratiques de prévention et recommandations* » a été finalisée en 4 langues (français – espagnol – anglais – russe). Fruit direct des projets menés sur le terrain grâce à ce programme, il compile de bonnes pratiques validées en Afrique, Asie, Amérique latine et CEI et a pour ambition d'inspirer les associations, ONG et professionnels en leur permettant d'adapter, d'intégrer ou de répliquer ces pratiques.

Le nouveau programme **Lutter contre l'abus sexuel en Afrique, Asie, Amérique latine-Caraïbes et CEI**, qui a été élaboré au cours du 2^{ème} semestre 2013, vise à prévenir les cas d'abus et accompagner les enfants victimes d'abus sexuel. Il sera mis en œuvre entre 2014 et 2017 dans 21 pays par 31 organisations partenaires à l'intention de 56000 bénéficiaires. Les résultats escomptés sont les suivants :

1. Les compétences des enfants sont renforcées pour faire face aux risques d'abus sexuel et un environnement « bienveillant » est consolidé,
2. Les enfants victimes d'abus sexuel bénéficient d'un accompagnement de qualité pour favoriser leur résilience,
3. Une législation et des politiques publiques conformes aux normes internationales en termes de protection de l'enfance sont élaborées et/ou appliquées,
4. La pérennité du programme est assurée grâce aux capacités et à l'autonomie des partenaires locaux.

La période juillet 2012 – juin 2013 correspond à l'année 1 d'exécution du programme **Enfance sans barreaux** (EsB) qui se déroule dans 9 pays d'intervention (en Afrique : Côte d'Ivoire, Mali, République démocratique du Congo et Togo ; en Amérique latine : Brésil, Colombie, Equateur, Guatemala et Pérou) en lien avec 10 organisations partenaires.

Les activités menées au cours de la période en examen ont été les suivantes :

Niveau politique et légal

- 1106 acteurs de la justice et 651 travailleurs sociaux renforcés sur les aspects juridiques et institutionnels de la justice juvénile lors de 56 sessions de formation et 3 séminaires de formation,
- 15 modules de formation actualisés/développés,
- 11 recherches sur le système de justice juvénile.

Commentaire : 424 personnes supplémentaires ciblées et 30 sessions de formation additionnelles.

Niveau enfant, famille et communauté

- 3060 enfants en conflit avec la loi pris en charge et accompagnés dans leur réinsertion. Accompagnement psycho-social, juridique. Appuis alimentaire, médical et sanitaire. Education de base et alphabétisation. Accords de partenariat avec les maîtres artisans formateurs, les écoles et centres de formation. Activités artistiques,
- 2004 membres de l'entourage familial des enfants en conflit avec la loi impliqués dans le projet de vie de leur enfant,
- 631 travailleurs sociaux formés sur les mécanismes soutenant le développement intégral de l'enfant et mise en œuvre de ceux-ci dans les centres fermés et ouverts,
- 11 outils et modules de formation éducatifs et professionnels élaborés/actualisés/capitalisés.

Commentaire : 694 enfants en conflit avec la loi supplémentaires accompagnés, 128 travailleurs sociaux supplémentaires formés, 1176 membres de l'entourage familial en moins mobilisés.

Niveau institutionnel et société civile

- 79 réunions/tables rondes interinstitutionnelles et interdisciplinaires sur la justice juvénile restaurative ont été l'occasion d'un plaidoyer en faveur de l'évolution du système de justice pénale juvénile vers une approche restauratrice et l'occasion de contributions à l'élaboration de plans stratégiques nationaux/locaux,
- 6 réseaux nationaux ont exercé un plaidoyer local actif et émis des recommandations.

Commentaire : 62 réunions, séminaires et tables rondes supplémentaires

Niveau médias

- 271 professionnels des médias formés pour la protection des droits de l'enfant,
- 17383 membres des communautés ciblés par les campagnes de sensibilisation et d'information sur la justice juvénile restaurative et les bénéfices des programmes de réinsertion.

Commentaire : 138 professionnels des médias supplémentaires formés et 5717 membres des communautés supplémentaires ciblés.

Plaidoyer régional et international

- 1 Congrès international « Justice juvénile : quelle approche socio-éducative ? » et 1 Déclaration finale sur la justice juvénile du BICE en 3 langues (anglais, espagnol et français - version longue et courte),

- 1 visite de terrain en Côte d'Ivoire de 5 coordinateurs de projet d'Amérique latine et 2 coordinateurs de projet d'Afrique avec le partage de 2 pratiques significatives à répliquer (la charte des professionnels des médias et la parentalité positive),
- 1 centre virtuel de documentation avec 12 documents de référence,
- 5 déclarations orales, 2 événements parallèles et 3 suivis de la résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur l'administration de la justice ; 3 séances de travail avec la Mission Permanente de l'Autriche (pays leader sur ce sujet), prise de contact avec 4 experts du Comité des droits de l'enfant de l'ONU,
- 1 demande pour l'obtention du statut d'observateur soumise à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples en mai 2013²,
- 1 contribution au Comité d'experts africains sur les droits et le bien-être de l'enfant en vue de l'élaboration de l'Observation Générale sur les enfants dont les parents, en particulier les mères, sont incarcérés (art. 30).

Commentaire : Sous le patronage de la Prof. Maria Falcone, Présidente de la Fondation Giovanni e Francesca Falcone, le Congrès du BICE s'est déroulé au Ministère des affaires étrangères et européennes le 26 juin 2013 en présence, entre autre, de S.E. M. François Zimeray, Ambassadeur de France pour les droits de l'Homme et de Mme Marie Derain, Défenseure des enfants de la France. Plus de 250 participants ont assisté à deux tables rondes « Regards croisés sur la justice juvénile » et « Partage de pratiques significatives de terrain » et participé aux débats sur la justice réparatrice et sur l'adoption et l'application de mesures socio-éducatives favorables à la réinsertion des enfants en conflit avec la loi. Les actes du Congrès seront disponibles courant 2014 en français et en espagnol.

Droit à l'éducation

En Amérique latine, une attention particulière a continué d'être portée au droit à l'éducation en lien avec les organisations membres et partenaires de la région.

Le projet « Enfants Sains et Heureux » dans la zone rurale de Puerto Piray, région de Misiones, en Argentine

Suite à la visite d'évaluation faite par le bailleur (Fondation Peterbroeck - Belgique) et le BICE en novembre 2013, le projet a été reconduit pour deux ans jusqu'à 2016. Mis en œuvre par les religieuses de Saint José de Cuneo, le projet développe des espaces de construction personnelle et de participation active des enfants, jeunes et adolescents des différentes communautés de Puerto Piray, en collaboration avec leurs familles, amis et voisins, en vue de créer un environnement protecteur et formateur. Les activités s'articulent autour de l'éducation, l'alimentation et la cohésion sociale, abordées sous forme de cours, d'activités artistiques et ludiques, de réunions et d'ateliers de sensibilisation.

Le projet « La communauté : école sans murs » au Paraguay

Ce projet, qui a une durée de deux ans (2013-2015), est financé par Kindermissionswerk (Allemagne). Il se déploie dans trois municipalités des départements Central et Alto Paraná, les plus urbanisés du pays à cause de l'exode rural. L'objectif du projet est de contribuer au respect intégral des droits des enfants et des adolescents en leur fournissant de meilleures conditions d'accès au système éducatif et des outils pour développer des aptitudes sociales qui permettent de sortir de la rue et de prévenir d'autres situations de vulnérabilité.

² Le statut a été obtenu en novembre 2013.

Le séminaire annuel

Du 30 septembre au 3 octobre 2013, le réseau Mariste de Solidarité Internationale et le réseau BICE ont organisé à Curitiba, Paraná (Brésil) le ***I Séminaire Interaméricain sur le droit à la participation des enfants, adolescents et jeunes : méthodologies et pratiques pour la formation des éducateurs***, avec une participation de 65 personnes. Quatre axes ont été approfondis : 1. l'implication des enfants, adolescents et jeunes dans la prise de décisions à l'école, dans les centres sociaux, maisons d'accueil, conseils juridiques ; 2. le rôle de l'adulte en tant que facilitateur et médiateur de la participation des enfants, adolescents et jeunes ; 3. l'intervention des enfants, adolescents et jeunes dans les lieux actuels et potentiels de participation (réseaux sociaux, forums et groupes thématiques, blogs, etc.) ; 4. la promotion de l'organisation de mouvements d'enfants, adolescents et jeunes et leurs articulations à l'intérieur et à l'extérieur de nos institutions ou associations.

Enfants promoteurs de la campagne pour la Bienveillance

Entre septembre et octobre 2013, au Chili et en Argentine, plus d'une centaine d'enfants et d'adolescents ont participé à des sessions de formation pour devenir les protagonistes d'une campagne culturelle, éducative et de sensibilisation sociale. Tout particulièrement, cette initiative vise à promouvoir un changement d'attitude chez les adultes et générer un engagement personnel et communautaire en faveur d'une culture de bienveillance par des actions concrètes au quotidien comme écouter, croire et protéger les enfants et les adolescents contre toute forme de violence et d'abus. La formation a été financée par les organisations du réseau BICE-Argentina et de la Mesa pro BICE – Chili.

Enfants en situation de handicap

Les activités handicap en 2013 du **réseau Europe-CEI** étaient inscrites dans le projet « **Favoriser le développement des enfants en situation de handicap mental en CEI** ». Notamment,

1. Afin de renforcer les capacités d'un des partenaires principaux du projet (le Centre de Pédagogie Curative (CCP) de Moscou), le BICE a coordonné une évaluation externe du projet pédagogique du centre. Cette évaluation a confirmé que le CCP développe un accompagnement personnalisé et encourage une participation accrue des enfants et de leurs familles dans ses activités. Elle a, en outre, confirmé que le CCP constitue un véritable centre de ressources et de référence à Moscou et dans les régions.
2. Dans la continuité du processus d'adaptation et de diffusion de la méthode Makaton³ en Russie, le CCP de Moscou, avec le soutien du BICE, a entrepris l'élaboration d'un « dictionnaire de base » de Makaton. Ce projet, conduit avec des linguistes et des professionnels de la langue de signe russe, consiste à choisir les mots essentiels pour une communication quotidienne et les adapter à la méthode Makaton.
3. En partenariat avec le centre d'accueil pour enfants et adolescents handicapés « Avril » (Kazan, Russie), le BICE a organisé un séminaire de renforcement des capacités pour les professionnels (psychologues, orthophonistes, éducateurs, travailleurs sociaux, etc.) et les parents qui accompagnent les enfants en situation de handicap mental. Le BICE a aussi présenté sa vision sur l'accompagnement et la socialisation des enfants en situation de

³ Il s'agit d'une méthode de communication alternative combinant les signes, les mots et les pictogrammes.

handicap lors d'une conférence régionale, au cours d'une rencontre avec les autorités locales et à travers divers entretiens radio et télévision.

4. Les partenaires du réseau Europe/CEI du projet handicap ont participé activement aux activités de communication et de plaidoyer initiées par le BICE, dont : la rédaction du rapport alternatif pour le Comité des droits de l'enfant de l'ONU à l'occasion de la soumission du 4ème et du 5ème rapport sur le respect de la Convention relative aux droits de l'enfant en Russie ; la rédaction d'une contribution à l'étude conduite par la Haute Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme sur le droit des personnes handicapées à l'éducation ; la réalisation de la campagne « Stop à la violence des mots ».

En **Côte d'Ivoire**, Dignité et Droits pour les Enfants en Côte d'Ivoire (DDE-CI) a continué à développer le **projet Arc-en-ciel** qui consiste à renforcer, à travers le sport, l'éducation de jeunes garçons et filles âgés de 6 à 18 ans en situation de handicap et à favoriser leur intégration sociale.

Les activités physiques et sportives qui sont menées, leur permettent, entre autres, de rencontrer d'autres publics, d'être valorisés afin de pouvoir dorénavant être présents dans la vie de leurs familles et de leur communauté. Signalons parmi les principaux résultats obtenus :

1. 30 enfants du centre d'éveil et de stimulation des enfants handicapés (CESEH), géré par DDE-CI, ont participé aux compétitions nationales organisées par l'ONG Special Olympics-Côte d'Ivoire. Les athlètes du CESEH ont été enregistrés dans les disciplines suivantes : pétanque, course de vitesse et tennis de table et ils ont remporté 18 médailles. En outre l'une des athlètes, pratiquant le tennis de table, a été présélectionnée pour les jeux paralympiques de 2015 prévus aux Etats-Unis.
2. La 3^{ème} édition des activités de « *Loisirs-Vacances, édition 2013* » a regroupé plus de 120 enfants dont 20 enfants en situation de handicap. Pendant les activités, il a été observé que les enfants dits « normaux » soutenaient les enfants handicapés en apportant par exemple à boire à ces derniers, ou en les accompagnant aux toilettes. Certains enfants valides se sont engagés à être des relais auprès de leurs parents et de leurs pairs.

Le BICE a aussi apporté un appui technique à DDE-CI dans l'analyse du plan d'action stratégique 2014-2016 de la politique nationale en faveur des personnes en situation de handicap et du projet de décret portant prévention du handicap et amélioration des conditions socio-sanitaires des personnes handicapées.

Petite enfance – éveil précoce

Sans être pour le moment structurées dans une approche programme, des actions spécifiques sur la petite enfance continuent à être menées, en particulier au Togo et en Inde :

Au **Togo**, à Lomé, le centre Dzidudu, colocalisé avec l'organisation du BNCE-Togo, accueille chaque jour une centaine d'enfants de 2 à 6 ans pour des activités d'éveil précoce. Les 3 éducatrices programment souvent des matinées de découverte (lettres et chiffres – lecture d'histoires et de contes – animaux et plantes) et les enfants profitent d'une collation distribuée sur place avant l'heure du déjeuner. Après la sieste, les enfants participent à des activités éducatives et

sportives, sous forme de jeux et de concours. Une religieuse, assistante médicale à temps plein, assure des soins au profit des enfants, dont la plupart est déposée le matin pour la journée par leurs mères portefaix. A l'occasion de causeries organisées par le staff du centre, les mères bénéficient également d'une sensibilisation sur la responsabilité parentale, les droits des enfants, l'éducation morale, les soins de base et l'assistance juridique.

Le centre d'Avoutokpa, situé à une centaine de kilomètres de la capitale et proche de la frontière béninoise, accueille environ 200 enfants des villages environnants. Répartis en différentes tranches d'âge de 3 à 6 ans, ils bénéficient chaque jour d'activités d'éveil qui sont l'objet d'un suivi individuel précis par les 3 éducatrices. A l'âge de quitter le centre et de rejoindre l'école primaire, les enfants ont tous acquis un niveau scolaire qui leur permet une intégration plus facile dans leur nouvel environnement.

En **Inde**, le projet mené auprès des nourrissons des ouvrières dans les industries de la soie, dans la région de Bangalore, a poursuivi sa deuxième année avec succès. Il s'agit d'un projet pilote permettant de tester la solution de garderie par assistantes maternelles formées et ayant aménagé leur domicile, un modèle jusque-là inconnu des communautés locales. Le projet, soutenu par la Fondation OK World, doit se poursuivre jusqu'au début 2015.

2. Politique de protection de l'enfant

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de protection de l'enfant au sein du BICE et de ses membres et partenaires⁴, une session de formation de 4 jours a été organisée à Bruxelles en janvier 2013 et elle a réuni 49 personnes de 27 organisations.

Afin de renforcer leurs capacités et leur permettre d'ériger les bases pour le développement d'une telle politique, les participants ont pu approfondir leurs connaissances grâce à :

- l'intervention de différents experts sur le thème de la bientraitance y compris le volet juridique de cette question,
- divers groupes de travail animés par les équipes du BICE autour de différents thèmes : sommes-nous des institutions bientraitantes ?, les besoins de l'enfant victime, le processus de création d'une politique de protection, les moyens de mise en œuvre d'une politique de protection, les risques et les limites prévisibles, l'opérationnalisation et la diffusion d'une politique de protection, l'évaluation d'une politique de protection,
- une réflexion active et participative (échanges, jeux de rôle, brainstorming, études de cas, réflexion individuelle et en groupe, travail de synthèse).

Le BICE a également complété la rédaction du Guide *Développer et mettre en œuvre une politique interne de protection de l'enfant* à l'attention des organisations accueillant des enfants. Ce document, disponible en anglais, espagnol, français et russe, suit une approche méthodologique basée sur le droit et la résilience et se veut un instrument pratique pour faciliter le travail des formateurs sur le terrain. Il les invite également à prêter attention à la diversité culturelle de leurs zones respectives d'intervention et à adapter leur message aux contextes sociaux propres à chaque pays.

⁴ Les équipes du Programme Bientraitance/Maltraitance ont également réalisé les activités propres de cette mission sociale.

3. Réflexion sur l'enfance

L'unité Recherche et Développement du BICE a développé les activités suivantes en 2013:

1. L'assistance aux personnels pour l'intégration de la dimension « résilience » dans les projets et programmes du BICE. Ce travail se poursuit avec un nouvel élan en 2014.
2. La finalisation de la traduction en anglais du cahier sur résilience et spiritualité, ainsi que la traduction en anglais du cahier sur résilience et droits de l'enfant. Les deux documents devraient être disponibles sur le site web du BICE et le cahier « droit et résilience » sera également publié en version papier en 2014.
3. La publication en anglais de l'ouvrage « Promoting parenting skills and resilience », conclusion du projet d'action-recherche mené au Népal en 2011 et 2012 en partenariat avec l'association EXIL.
4. La traduction, l'impression et la diffusion en russe et en portugais du cahier « Droits de l'enfant et résilience ».
5. La traduction, l'impression et la diffusion en russe de l'ouvrage de Martine Nisse « Quand la famille marche sur la tête » dans le cadre du programme bienveillance.
6. La publication d'un article « Résilience dans la Bible » dans la revue « Choisir » des jésuites à Genève.
7. Deux contributions (préface et premier chapitre) au livre « Resiliencia y humor » (Gedisa, Barcelona), publié en 2013, dans la série de Gedisa sur la résilience.
8. La rédaction de la préface du livre « Del ojo clínico a la mirada humana. Humor constructivo y calidad de vida », de Maria Isabel Riezu Ochoa (Bubok, Barcelona).
9. La participation dans le International Steering Committee du projet de recherche Bamboo (sur la résilience) de la Fondation OAK, surtout concernant la recherche au Népal ainsi que la synthèse finale qui sera publiée en mai 2014.
10. Une série de conférences sur la résilience :
 - a. une conférence-débat sur la résilience dans le cadre de la prévention du suicide à Fribourg en Suisse,
 - b. une conférence-débat sur la résilience pour les directions des institutions éducatives catholiques de la région de Manchester (Royaume-Uni),
 - c. une conférence-débat pour les directions d'une sélection de collèges catholiques du Royaume Uni,
 - d. la conférence d'ouverture du 2^{ème} congrès européen de la résilience à l'Université basque de Bilbao,
 - e. la conférence d'ouverture d'une journée d'étude sur « Familles vulnérables, familles résilientes » à l'Université catholique de Madrid.

Si chaque activité fait progresser un peu l'approfondissement et la diffusion du thème de la résilience, avec toute sa richesse, c'est surtout le grand enthousiasme des collèges catholiques au Royaume Uni qui a surpris et c'est la conférence à Bilbao qui a permis de percevoir quelques évolutions dans la réflexion et la pratique de la résilience et de proposer quelques orientations et inspirations pour l'avenir.

4. Plaidoyer et formation

Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies

Lors de la 22^{ème} session, en mars 2013, onze communications ont permis au BICE d'évoquer différentes questions liées à l'état de santé physique et mental des enfants et adolescents privés de liberté, au tourisme sexuel pédophile, à l'importance de l'enregistrement des naissances, et à l'administration de la justice juvénile au Pérou. En outre, le BICE a relayé les préoccupations de ses partenaires de la Côte d'Ivoire et du Mali lors du débat interactif avec les deux Experts indépendants des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme dans ces deux pays.

A la 23^{ème} session, en juin 2013, le BICE a soumis des interventions sur les leviers essentiels de la lutte contre la violence, l'abus et l'exploitation sexuels à l'égard des enfants sur la base de sa prise de position élaborée à l'issue du séminaire interrégional de janvier 2013. Il a dénoncé l'augmentation de la traite des enfants et l'exploitation des enfants par les entreprises au Mali, au Pérou, en RDC, en Russie, et il a interpellé les Etats sur leur obligation de protéger. Les autres activités ont porté sur la justiciabilité du droit à l'éducation et sur l'impact des conflits armés sur les droits des enfants au Nord Kivu en République démocratique du Congo.

En septembre 2013, lors de la 24^{ème} session, le BICE a, entre autres, organisé l'évènement *The Restorative Approach : A Way to Implement the Aims of the Juvenile Justice System* parrainé par l'Autriche et l'Uruguay et auquel l'Office des Nations Unies contre le Crime et la Drogue de Vienne et le Comité des droits de l'enfant, ont participé. La résolution sur les droits de l'homme dans l'administration de la justice, y compris la justice pour mineurs, adoptée lors de la session, a pris en compte les recommandations du BICE portant sur l'assistance juridique, le recours par les Etats à la privation de liberté en tant que mesure de dernier ressort et la nécessité de privilégier les substitutions à la privation de liberté.

Examen Périodique Universel (EPU) du Conseil des droits de l'Homme

Un rapport EPU Chili a été soumis par le BICE en collaboration avec la *Mesa pro BICE-Chile*, les Maristes et les Salésiennes. Par ailleurs, lors de l'adoption du rapport final EPU du Pérou, le BICE, COMETA et OPA ont souligné l'importance de la mise en œuvre des recommandations, notamment celles relatives aux adolescents en conflit avec la loi.

Comité des droits de l'enfant des Nations Unies

En collaboration avec *Malenkaya Strana – Mi est*, le BICE a soumis au Comité un rapport alternatif sur la Russie portant sur l'abus sexuel, les enfants en situation de handicap, la justice juvénile et la restriction par la loi de la marge de manœuvre des ONG. Ce rapport a été suivi par un second, élaboré sur la base des réponses non fournies par le gouvernement russe à la liste de questions du Comité. Par ailleurs, grâce à la mobilisation de la *Mesa pro BICE-Chile*, un rapport alternatif sur le Chili est finalisé pour soumission en 2014.

UNESCO

Lors de la 37^{ème} session de la Conférence générale de l'UNESCO, dans le cadre de la Commission « Communication et Information », le BICE a lancé sa *Campagne Stop au harcèlement sur internet* et interpellé les participants sur la nécessité d'agir contre cette forme de violence. Aussi, nos représentantes ont œuvré avec succès au sein du Comité de liaison inter-ONG. C'est ainsi que le projet « La communauté : l'école dans les murs » mené au Paraguay par Callescuela, grâce au soutien du BICE, sera présenté à Paris en mars 2014, lors d'un évènement qui rassemblera plus de 1000 jeunes du monde entier.

Milieu académique

Cette année encore, le BICE a été invité à donner un cours sur les stratégies de plaidoyer et les droits de l'enfant par l'Institut des droits de l'Homme de Lyon et le Collège universitaire Henry Dunant. Par ailleurs, la Secrétaire générale du BICE a continué à siéger au Board du Centre de Recherche et d'Enseignement en Action Humanitaire de l'Université de Genève et elle a dispensé un cours sur les droits de l'enfant dans le système international et le système régional en Afrique.

5. Politique de communication et de sensibilisation du grand public

Le nombre total de personnes ayant consulté notre **site internet** (toutes langues confondues) est passé de 157000 en 2012 à 190000 en 2013. En 2013, nous avons décidé d'analyser les taux d'ouverture des **newsletters** envoyées par le BICE et de segmenter la base des envois entre actifs et inactifs (qui n'ouvrent jamais nos messages). En conséquence, nous avons recentré l'envoi de la newsletter à environ 20000 « actifs » au lieu de 30000. En 2013, grâce au soutien du Groupe Bayard, le BICE a aussi publié en 4 langues sa **brochure institutionnelle** 2013-2015 *Dignité et droits de l'enfant*.

Journée de prière et d'action pour l'enfance

Pour la première fois, le BICE a lancé une sensibilisation de masse grâce à des partenariats avec des organisations de jeunesse de France. Ceci a donné des résultats très encourageants dont : - un bon relais médiatique, notamment grâce à la création d'un site internet dédié, - une participation intéressante des organisations du réseau qui ont renvoyé de nombreuses affiches *Stop à la violence des mots*, thème retenu pour la journée, - la présence de 250 personnes et de plus de 100 enfants lors de la célébration œcuménique qui a eu lieu le 24 novembre 2013 à l'Eglise Saint Ignace à Paris en présence de Tim Guenard, grand acteur de la résilience.

Festival de films documentaires « Enfances dans le Monde »

Pour sa 3^e édition, le Festival a proposé 13 projections sur 3 jours (20, 21 et 22 novembre 2013) avec 2 tables rondes à l'issue des séances du soir et compté avec la présence de 4 réalisateurs. La qualité de la programmation et de l'organisation étaient, comme par le passé, au rendez-vous. En outre, la fréquentation a bien augmenté grâce à un véritable retour sur investissement de la démarche entreprise auprès des publics scolaires (10 établissements participants) avec, pour la première fois, la remise d'un prix lycéen (70 jeunes membres du jury) au documentaire *A mi lado*. Les principaux points à optimiser pour les éditions futures sont la capacité d'attirer le grand public en soirée et la recherche de partenariats financiers stables, avec l'objectif d'arriver à l'équilibre de cette opération.

En 2013, le BICE a également participé à quatre autres événements :

Course des Héros : pour la deuxième fois consécutive, le BICE s'est engagé dans cette manifestation sportive solidaire dont les fonds collectés ont bénéficié aux enfants du projet Callescuola que le BICE soutient au Paraguay.

Semaines sociales de France : lors de cet important rendez-vous annuel d'inspiration chrétienne, le BICE a animé un atelier sur la *Responsabilité sociale des Etats et des entreprises dans le domaine des pires formes du travail des enfants*.

Dans le cadre de la commémoration du 125^{ème} anniversaire de la **campagne antiesclavagiste** menée en Europe par le **Cardinal Charles Lavigerie** (1825 – 1892), fondateur des Pères Blancs et des Sœurs Blanches, le BICE a délivré à Paris une communication sur la traite

des personnes et sur son expérience de terrain en Côte d'Ivoire et au Togo et a collaboré à l'organisation de l'ensemble du colloque qui s'est déroulé au Sénat.

Le BICE est devenu partenaire en France du collectif « **Excision, parlons-en** » pour dénoncer les pratiques de mutilations génitales sur les fillettes.

Par ailleurs, à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, le 20 novembre, le BICE a lancé la Campagne **Stop au harcèlement sur internet** afin que la prévention de ce problème passe aussi par l'action des jeunes eux-mêmes. Cette campagne consiste en une charte d'engagement responsable à signer pour que les enfants et les adolescents ne soient ni victimes, ni complices – même involontaires – de cyberharcèlement.

PERSPECTIVES 2014

Le renforcement du réseau des organisations membres du BICE va se poursuivre au cours de cette année avec notamment le souci de déployer des efforts supplémentaires pour le développer davantage en Asie et en Afrique, et pour assurer la création d'outils d'animation plus efficaces et accessibles.

2014 sera une année cruciale pour la consolidation de nos deux programmes principaux car le nouveau programme sur l'abus sexuel démarrera cette même année et, à partir du 2^{ème} semestre, une réflexion devra être entamée sur la nouvelle phase du programme sur la justice juvénile qui débutera en juillet 2015.

Aussi, la politique de protection de l'enfant devra commencer à jouer pleinement son rôle de mission sociale à part entière du BICE. A ce titre, la Commission interne de protection de l'enfant du BICE, établie en 2011, devra être revue dans sa composition pour la rendre plus internationale et multidisciplinaire afin qu'elle puisse contribuer à donner une nouvelle impulsion à cette politique, au moins au sein du réseau BICE.

Du point de vue financier, les investissements consentis pour redévelopper notre fichier donateurs ont porté leurs fruits puisque la collecte s'est globalement maintenue en 2013 malgré la crise. Toutefois, leur poursuite reste nécessaire afin d'augmenter régulièrement le nombre de nos donateurs ou, en tout cas, d'en éviter la diminution. Les résultats obtenus par le bureau de Genève en 2013 attestent de l'importance de chercher en 2014 de nouveaux grands donateurs par des actions spécifiques avec l'aide de personnalités volontaires pour aider le BICE dans ce sens. Ceci, combiné à une diversification accrue de nos bailleurs de fonds, devrait, alors, nous permettre d'amplifier la réalisation de nos missions sociales, que ce soit en termes de bénéficiaires que de zones géographiques.